

GRANATSTEIN, J. L., *Canada 1957-1967. The Years of Uncertainty and Innovation*. Toronto, University of Toronto Press, 1986. 375 p. 39,95 \$.

Serge Bernier

Volume 40, Number 3, Winter 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304478ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304478ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, S. (1987). Review of [GRANATSTEIN, J. L., *Canada 1957-1967. The Years of Uncertainty and Innovation*. Toronto, University of Toronto Press, 1986. 375 p. 39,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(3), 447-450.
<https://doi.org/10.7202/304478ar>

GRANATSTEIN, J. L., *Canada 1957-1967. The Years of Uncertainty and Innovation*. Toronto, University of Toronto Press, 1986. 375 p. 39,95\$

La *Canadian Centenary Series* se termine, chronologiquement, sur cette oeuvre importante, exécutée par un de nos historiens remarquables.

Sous la plume de Granatstein, les événements décrits nous apparaissent si présents qu'on a parfois l'impression de les vivre. Les premiers chapitres nous présentent Diefenbaker. D'un côté, les innovations du chef conservateur: la première femme à devenir ministre au fédéral (1957) ou l'assouplissement

de la loi sur l'immigration, en 1962, qui permet, sous certaines conditions, à tout étranger, peu importe sa race et sa couleur, d'émigrer au Canada. Est également bien décrit le rôle important joué par le Premier ministre dans le fait que l'Afrique du Sud a choisi de ne pas demander à faire partie du Commonwealth au moment où elle a acquis son statut de république. A ce propos, un article, basé sur des documents obtenus grâce à la Loi de l'accès à l'information, et publié dans *Le Devoir* du 30 septembre 1986, n'ajoute rien aux faits rapportés par Granatstein concernant cette affaire.

Les parties les plus réactionnaires du mandat conservateur sont aussi présentes. Par exemple, les efforts pour empêcher que la Grande-Bretagne devienne membre du Marché commun, une opposition dont les Britanniques auraient facilement pu se passer alors que leur principal interlocuteur français était Charles de Gaulle.

La reconstitution des derniers moments du gouvernement Diefenbaker de 1962-1963 est bien menée. Au moment de la crise de Cuba, à l'automne 1962, les problèmes de la Défense qui avaient été mis en sourdine durant plusieurs mois refont surface. A ce stade, Granatstein utilise une de ses nombreuses phrases humoristiques lorsqu'il écrit, après avoir rappelé que le Premier ministre s'était brisé une cheville quelques mois plus tôt: «The prime ministerial ankle had mended but Diefenbaker's spirit had not.» (p. 123)

Ajoutons simplement que les points forts et faibles des gouvernements minoritaires de Pearson (1963 à 1968) sont traités de façon presque aussi approfondie. Mais Granatstein ne fait pas que décrire le simple déroulement de l'activité des gouvernements. Ainsi, tout un chapitre est consacré aux dix premières années du Conseil des Arts du Canada. Il s'arrête à un cas d'espèce car il lui eut été difficile de discuter à fond de tous les arts subventionnés par le Conseil. Son choix, le ballet au Canada, est judicieux et bien exploité. Le chapitre sur l'expérience innovatrice, en Amérique du Nord, tentée par la Saskatchewan en matière d'assurance-maladie, est bien fait de même que le lien qui existe entre ce premier régime et celui que tous les Canadiens connaissent aujourd'hui.

Le lecteur profitera de nombreux bons moments en parcourant *Canada 1957-1967*. On retiendra, en particulier, la portion portant sur les nombreux scandales ayant percé au moment où Pearson était au pouvoir. La réunion Pearson-Diefenbaker, du 10 décembre 1964, où les deux hommes veulent mutuellement se faire chanter, chacun promettant à l'autre de plus gros scandales (p. 290), est édifiante. Le parlementarisme volait bas.

Un accent spécial dans le livre est mis sur les Affaires étrangères et la Défense, ce qui m'a plu. En travaillant sur les Canadiens français dans nos Forces armées, à l'époque contemporaine, j'avais été surpris par certains documents qui émanaient du bureau du Premier ministre Pearson, en 1967-1968, au sujet des unités militaires de langue française que le général Allard tentait d'établir au Québec. Or, Granatstein a consulté les écrits que deux jeunes et brillants (?) adjoints de Pearson lui avaient préparés concernant cette proposition venue de la Défense. Selon Marc Lalonde, la concentration de ces unités au Québec est dangereuse, car les militaires qui en feraient partie pourraient former une armée québécoise en cas de soulèvement (p. 259). Pour Michael Pitfield, la décision à prendre à ce sujet est, potentiellement, une des plus

dangereuses (*ibid*). Pearson surmonta ces «profondes» réflexions mais donna au projet d'Allard des balises auxquelles est largement dû le demi-échec des unités de langue française situées hors du Québec. Les citations de Granatstein ont confirmé ce que m'avait laissé clairement entendre le style des lettres que Pearson signait à l'intention de Léo Cadieux, soit que les rédacteurs ne connaissaient ni les termes militaires les plus courants, ni, ce qui est beaucoup plus grave, la mentalité des femmes et des hommes qui sont membres de nos Forces. La perception que Lalonde et Pitfield avaient de leurs compatriotes québécois rejoint celle qui dominait dans la GRC de l'époque. Ajoutons à cela que je comprends mieux, maintenant, pourquoi Allard n'a pu retrouver une place sur la scène fédérale dans les années 1970, suite à son départ des forces et à une malheureuse expérience au service du Gouvernement du Québec.

Cet excellent livre contient ses inévitables ratés. Parfois, l'organisation des thèmes laisse à désirer: au milieu d'un développement entourant la guerre du Vietnam, on se retrouve soudainement dans les résidences universitaires canadiennes sexuellement libérées (p. 211). Un long chapitre, très bien développé, est consacré aux difficultés économiques des gouvernements Diefenbaker (p. 67-100), suivant en cela un canevas déjà bien tracé par d'autres historiens du Canada anglais. La situation guère plus reluisante, à cet égard, des gouvernements Pearson, ne ressort pas aussi bien dans le texte. On n'y trouve pas grand'chose sur le monde du travail. De plus, la perspective torontoise de l'auteur risque d'être critiquée aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Beaucoup de Québécois francophones souriront en apprenant que le drapeau canadien fut accepté et honoré partout rapidement après 1965; que les jeunes le portaient sur leurs sacs à dos, en Europe, afin de se distinguer des Américains (p. 205). Je ne suis pas assuré, également, qu'ils consentiront facilement à admettre que le père «...Lévesque was wrong in his position» (p. 165) lorsqu'il défendit au Conseil des Arts, en 1960, le principe d'une division plus ou moins linguistique de l'adjudication des bourses et subventions aux chercheurs universitaires. Cela dit, le chapitre 10 *What Does Quebec Want?*, bien que discutabile à certains égards, fait montre d'objectivité face aux enjeux de l'époque. Ailleurs, Granatstein conclut que le pacte de l'automobile est formidable pour le Canada, évitant de préciser quelle partie de notre immense territoire en profite le plus.

Ces quelques faiblesses n'enlèvent rien à la valeur de *Canada 1957-1967*. Le plus souvent, elles relèvent d'un manque de perspective bien compréhensible et, surtout, du fait qu'il existe peu de travaux de valeur sur lesquels Granatstein a pu se baser, cette période n'ayant pas encore été bien approfondie par les historiens. L'auteur, en préface, reconnaît ces circonstances et les limites qu'elles donneront, immanquablement, à son travail. Il a, pour sa part, contribué de façon remarquable à défricher le terrain de l'histoire canadienne des années 1957-1967 en utilisant consciencieusement des fonds d'archives privées et publiques ainsi que les textes de très nombreuses entrevues faites auprès des principaux acteurs.

Canada 1957-1967 devrait ouvrir la porte à quelques carrières fructueuses sur cette période surtout, espérons-le, du côté des universitaires canadiens-français. Ils auraient, me semble-t-il, une façon quelque peu différente, mais tout aussi valable, d'aborder l'histoire du Canada «d'un océan à l'autre». Parmi

les vingt «...of the country's ablest historians...» (p. 167) sur lesquels W. L. Morton voulait s'appuyer lorsqu'il a mis sur pied la *Canadian Centennial Series*, on ne retrouve, en 1986, que deux Francophones et une femme. Ces statistiques seules en disent beaucoup sur l'état de notre (nos) histoire(s) canadienne(s).

Défense nationale

SERGE BERNIER